

Desmarest noir

Le naufrage au large de la Bretagne d'une poubelle flottante bondée de fioul, l'*Erika*, affrétée par Total à un armateur italien, voguant sous pavillon maltais avec un équipage indien, fonctionne comme une allégorie : de la mondialisation en général, du fonctionnement des majors pétrolières en particulier.

États-croupions, régimes sous influence, paradis fiscaux, pavillons de complaisance : les acteurs les plus puissants d'une mondialisation dérégulée multiplient les sous-traitances, contournent ou diluent les contraintes. Ils sont parés pour une exploitation irresponsable de la planète.

Total, qui se vante comme Elf de ses prouesses technologiques, n'aurait jamais osé placer l'*Erika* sous son logo. Un armateur sans scrupules, un petit État avide d'enrichissement sans cause (Malte, comme le Liberia ou Panama) autorisent quand même quelques sordides économies. Sans risque financier, en principe. Même si en sort ternie l'image du PDG de l'année, Thierry Desmarest.

Greenpeace a rappelé comment l'Organisation maritime internationale (OMI) était forcément complice : les pays irresponsables qui bradent leur pavillon ont une majorité d'office, puisque les droits de vote sont proportionnels au tonnage des navires enregistrés. Ces pays ne prennent même pas la peine d'envoyer des délégués à l'OMI : ils y soustraient leur représentation à des cabinets d'avocats internationaux, avant tout perméables aux raisonnements des plus gros clients du transport maritime, les Exxon, BP, Shell, Total & Co.

Ce système n'est pas plus ignoré des gouvernements du G7 que l'existence, à leur porte, de paradis fiscaux permettant de violer à grande échelle la légalité financière.

Nul n'ignore de même, à Washington, Londres ou Paris, comment est sous-traitée à des dictatures criminelles l'oppression des populations "riches" en pétrole. Tandis que les compagnies exploitantes peaufinent des codes de bonne conduite, ou dissertent sur la création de valeur...

L'OMC (Organisation mondiale du commerce) aurait pu ressembler à l'OMI : un océan où vidanger les pollutions en tout genre d'une oligarchie marchande. Le fiasco de Seattle tient surtout au réveil des victimes de ce "monde sans loi". Sous la bannière du "principe de précaution", des citoyens bigarrés ont fait entendre la nécessité de limites politiques et écologiques à la course au profit. Et les pays du Sud ont su dire « Niet » au compromis esquissé entre les grands États du Nord. Sans vrai respect pour leurs attentes, ni leurs richesses de tous ordres.

SALVES

Légion(s) étrangères(s)

Le mécanisme de paix au **Congo-Kinshasa** convenu en juillet à Lusaka ne peut réussir qu'avec l'intervention ostensible, massive, de pompiers capables de repérer et de doucher les facteurs et fauteurs de guerre.

Au lieu de cela, chaque jour qui passe montre le peu d'empressement de l'ONU et des bailleurs de fonds à apporter les hommes et l'argent de la paix : moins d'une centaine d'observateurs à ce jour, et quelques millions de dollars. Faiblarde, la résolution 1279 du Conseil de sécurité crée une Mission de l'ONU (MONUC) quasi dénuée de moyens.

Le statu quo est intenable, car il entérine un dépeçage du Congo. Sans progrès politique, on va tout droit à un nouvel embrasement, qui impliquera les soldats d'au moins six pays africains (Congo-K, Angola, Zimbabwe, Ouganda, Rwanda, Burundi) et quantité de factions "rebelles".

La pyromanie franc-africaine vient de franchir un palier avec l'arrivée du général Jeannou Lacaze à Kinshasa, début décembre, en tant que conseiller militaire de Laurent-Désiré Kabila. Une fonction que cet ancien de la DGSE, ex-chef d'état-major de François Mitterrand, exerce ou a déjà exercée auprès de Mobutu, Eyadema, Idriss Déby, etc. Sans négliger ses propres affaires.

Il se confirme par ailleurs qu'une quarantaine d'anciens légionnaires du 2^{ème} REP "instruisent" des soldats de Kabila dans les camps de Kibomango et Tiati (*La Lettre du Continent*, 09/12/1999). Un tel nombre de "volontaires" du même corps exclut l'hypothèse d'initiatives individuelles, ou strictement mercenaires.

Police

Dans l'indifférence générale, la guerre civile au **Congo-B** a déjà fait en un an au moins cinq fois plus de victimes que celle du Congo-K¹.

La "pacification" continue, avec force milices et hélicoptères blindés. Sans parler de la faim et des viols.

À Paris, on a hâte d'en finir, même si le pétrole d'Elf n'a jamais été sérieusement menacé. Le journaliste Henrik Lindell témoigne avoir « vu des agents des Renseignements généraux français transmettre des informations concernant l'opposition » congolaise en France, « directement à des représentants du régime congolais » (*Témoignage Chrétien*, 09/12/1999). La modeste contribution du ministre de l'Intérieur au plan de bataille mûri en face, au palais de l'Élysée ?

1. Les estimations respectives, très approximatives, sont de 30 000 et 6 000.

Sables mouvants

La situation au **Tchad** évolue tous azimuts, presque aussi vite que les rumeurs. Au nord, la guerre des sables fait rage entre l'armée d'Idriss Déby, démoralisée, et la rébellion emmenée par Youssouf Togoïmi. Celle-ci s'est installée dans la célèbre bande d'Aozou, frontalière de la Libye. Entre les deux rivaux nordistes, Kadhafi joue un jeu pour le moins ambigu.

Officiellement, il soutient Déby. Mais il a des amis dans la Coordination de 14 mouvements armés et partis politiques de l'opposition (CMAP) qui vient de se constituer. Avec, entre autres, l'ancien président Goukouni Weddeye, Antoine Bangui et Mamout Nahor. Kadhafi ne désespère pas de ramasser la mise en cas d'effondrement du régime tchadien, par exemple en retournant vers le nord, et les oléoducs libyens, le projet de pipeline Tchad-Cameroun.

La Libye a une cote d'enfer à Paris. Elle a été invitée au comité de suivi du Sommet du Louvre, le 7 décembre. Un familier de la politique franco-africaine rêve tout haut : « Pourquoi pas des projets en commun, la France apportant son savoir-faire et la Libye ses dollars pétroliers ? » (*Le Figaro*, 07/12/1999).

On comprend, dans ce contexte, que l'avenir du consortium pétrolier Tchad-Cameroun reste pour le moment embrumé, y compris le niveau de participation d'Elf-Total. D'autant que les gisements offshore de l'Angola, si prometteurs, mobilisent en priorité les investissements du groupe.

La Banque mondiale, cependant, persiste à vouloir faire aboutir le projet, un « *modèle exemplaire* » selon elle, critiqué pourtant par un nombre croissant d'associations françaises¹.

La CMAP, d'autre part, constitue un regroupement sans précédent. La conférence de presse qu'elle donne le 21 décembre, à Paris (!), sera écoutée de près...

En attendant, à N'Djaména, le Président tchadien a limogé son gouvernement. Pour, entre autres, changer de ministre de la Défense. Et faire une plus grande place aux représentants du Sud, notamment aux protestants. Un peu tard ?

1. Cf. courrier du 10/12/1999 aux députés, d'Agir ici, les Amis de la Terre et Survie, cosigné par l'ACAT, Agir ensemble pour les droits de l'homme, l'AITEC, Artisans du monde, Greenpeace-France, Hélio International, la FIDH, le Réseau Foi et Justice, Robin des Bois.

Lotion au pétrole

La réhabilitation du régime **soudanais** s'accélère également. Lui aussi a été invité à Paris le 7 décembre, au comité de suivi du Sommet du Louvre. Même Washington songe à se rapprocher d'un État qui va exporter plus de 30 millions de tonnes de brut dès l'an 2000. De quoi laver bien des défauts.

Un pétrole, rappelons-le, extrait d'un Sud méprisé, colonisé, affamé. Khartoum a fait le vide autour des champs pétroliers. L'arme de la faim a fait 200 000 victimes en 1998.

Certes, le tandem au pouvoir depuis dix ans - le général-président Al Bechir et l'idéologue El Tourabi, président de l'Assemblée -, vient de se déchirer brutalement. Le premier a décrété l'état d'urgence. Il semble avoir le dessus, grâce à l'armée. Mais il a les mêmes *a priori* que le second : pas de réconciliation sans ralliement à l'idéologie islamiste de « *la révolution du salut national* », a-t-il encore martelé fin novembre. Son projet reste celui d'un Soudan 100 % arabe et musulman. Ce qui ne l'empêche pas de faire torturer dans les « maisons-fantômes » même les opposants arabes et musulmans.

Soudain enrichi par le pétrole, rendu aimable aux compagnies pétrolières, donc à l'Occident, réconcilié sans doute avec l'Ouganda (pressé par Washington, coincé au Congo-K), le régime d'Al Bechir va s'armer davantage et tenter d'achever la « pacification » du Sud. Il pourra dire un grand merci à Paris.

Ivoirité

Le président Bédié n'est pas guéri de la bouffée ethniste qui l'a saisi et qu'il insuffle à une partie des Ivoiriens, autour de la mise en cause de la nationalité de son rival Alassane Ouattara (cf. *Billets* n° 73).

Lui-même et son parti entretiennent des médias de la haine, tolèrent des chasses aux faciès menées par des admirateurs de Jean-Marie Le Pen.

Pour sa campagne « électorale », Bédié est conseillé par les deux communicants de la nouvelle présidente du RPR Michèle Alliot-Marie : Jean-François Probst et François Blanchard. Ainsi que par Thierry Saussez et Claude Marti (*Le Canard enchaîné*, 15/12/1999). C'est qu'il en faut du monde pour échafauder une communication aussi subtile !

Marion Dupuch, fille du conseiller Afrique de l'Élysée, est par ailleurs l'attachée de presse d'un homme d'affaires très proche de Bédié - dont son papa Michel est de longue date le protecteur. La sœur de Marion a été licenciée par une agence immobilière appartenant à... Mme Ouattara (*Libération*, 01/12/1999).

On sourirait de ce volet familial, fréquent en FrancAfrique, si l'engagement partisan de l'Élysée et du RPR n'était susceptible de précipiter une tragédie.

Effet boomerang de cet engagement : l'apparition de menaces anti-françaises dans les milieux d'opposition.

Le Quai d'Orsay, le président de l'Assemblée Laurent Fabius et le Parti socialiste ont commencé de manifester leur désapprobation. Ils peuvent et doivent être plus explicites encore, même si Bédié se met à invoquer « *le respect de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États* ». Qu'il songe d'abord à résilier l'accord de Défense franco-ivoirien, parapluie du régime depuis quatre décennies !

Liberté

Les vigoureuses campagnes menées pour la libération des prisonniers politiques **djiboutiens** ont donné leurs premiers fruits, avec la « grâce » des trois leaders de l'opposition Moussa Ahmed Idriss, Daher Ahmed Farah, et le général Ali Meidal Waïs. Le premier fut le rival d'Omar Guelleh lors du scrutin présidentiel d'avril, les deux autres dirigeaient les deux seuls journaux indépendants du pouvoir, *Le Renouveau* et *Le Temps*.

Pour remédier à cette censure totale, un ami de Djibouti et de l'avocat Mohamed Aref, Jean-Loup Schaal, a créé un journal indépendant sur Internet : *La Liberté* (<http://www.liberte-aref.com/francais>). À la grande fureur du régime, dont les partisans bombardent le site d'insanités : un signe de l'efficacité de ce média.

La Liberté n° 11 (5-11/12/1999) signale que les récents versements du FMI ont été aussitôt suivis de l'enrôlement de plus de 400 nouveaux soldats et d'une relance de la guerre civile dans le nord du pays.

L'argent de la coopération franco-djiboutienne alimente également ce conflit à caractère ethnique. Six députés, de tout l'éventail de la gauche plurielle¹, ont donc pris l'initiative d'écrire une lettre ouverte aux membres de la Commission mixte France-Djibouti, réunie à Paris le 13 décembre pour débattre de l'avenir de cette coopération. Ils interrogent la Commission sur « *l'opportunité de cette aide dans un pays engagé dans une guerre meurtrière* »... N'y aurait-il plus de chasse gardée ?

1. M.H. Aubert, J.C. Lefort, N. Mamère, J.P. Michel, A. de Montebourg, C. Robin-Rodrigo.

Charité

Omar Bongo est toujours fort bien accueilli à Paris. Le 28 novembre, Jacques Chirac l'a invité à dîner à l'Élysée. Le 29, l'émir **gabonais** recevait à l'hôtel Crillon le plus gros patron français, Thierry Desmarest, PDG de TotalFina-Elf. Le 30, il se concertait avec son homologue des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua - dont le département héberge les sièges d'Elf et Total.

Mais le clan franco-gabonais a tellement pillé l'or noir du pays, y compris les futures extractions, que la faillite pointe le bout de son nez. La suite d'Omar n'a eu droit qu'à 5 000 FF d'argent de poche par personne, au lieu de 50 000 les années précédentes.

Même les indigents du Gabon ont été mis à contribution : 60 % des fonds de la Caisse nationale de garantie sociale, l'œuvre de charité publique, ont été « empruntés » par ses dirigeants. Une autre partie a été « placée » en Suisse. Avec l'active complicité d'un financier français (*La Lettre du Continent*, 09/12/1999).

Z (suite)

Z (Zoé, la vie) titrait un film célèbre. Norbert Zongo vit intensément au cœur de ces 30 000 Burkinabè qui, malgré les pressions et mesquineries du pouvoir, ont défilé jusqu'à sa tombe pour le premier anniversaire de son assassinat. Leur slogan, « *Trop, c'est trop* », est générateur de démocratie : celle-ci n'a jamais progressé qu'en fixant des bornes au pouvoir, par réaction à ses excès. Les démocrates n'attendent pas du pouvoir qu'il fasse leur bonheur, ils attendent d'être respectés dans leur dignité.

C'est ce que n'a pas voulu et ne veut pas comprendre le président Compaoré et son entourage - meurtrier d'un journaliste qui approchait de trop près leurs crimes, économiques et politiques.

Le pouvoir a semblé reculer en acceptant une Commission d'enquête indépendante, puis le rapport d'un Collège des Sages. Mais depuis il bloque tout : les réformes et l'avancée de la vérité (cf. *Ils ont dit*)¹. Il mise sur l'usure du vaste mouvement de protestation civique, animé notamment par Halidou Ouedraogo - président du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) et de l'Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH).

Lui et ses amis, représentant les autres composantes de la coalition, ont été interpellés et présentés devant la justice début décembre pour « atteinte à la sûreté de l'État » et « au moral des troupes ». Il est vrai qu'un mouvement civique de masse réclamant l'application du droit menacerait de démoraliser et déstabiliser la plupart des armées et régimes africains !

Malais exposer cela lors d'un procès serait aussi démoralisant : ces armées et régimes devraient montrer qu'ils ne subsistent qu'en violant le droit... Le régime Compaoré, qui n'est pas encore suicidaire, a préféré s'éviter ce procès. Les interpellés n'ont pas été inculpés.

Norbert Zongo leur ayant légué sa ténacité, Blaise Compaoré ferait bien de changer de stratégie.

1. Cf. aussi le communiqué de *Reporters sans frontières*, *Où en est l'enquête sur la mort de Norbert Zongo*, 07/12/1999, 7 p.

Extradition

Nombre de présumés responsables ou complices du **génocide rwandais** résident en France. Jusqu'à la mi-novembre 1999, aucun d'entre eux n'avait encore été traduit en justice. Pierre Henry, directeur de *France Terre d'asile*, s'en était ému :

« *Ces gens sont arrivés ici avec toutes les autorisations nécessaires. Ils ont bénéficié d'un sauf-conduit en bonne et due forme pour quitter leur pays. Qui les a aidés ? Pourquoi ont-ils pu échapper à la vigilance habituelle de l'administration française ? De quelles complicités ont-ils bénéficié ?* » (*Libération*, 18/09/1999).

Si le Parquet n'est pas pressé de déférer des responsables et complices du génocide devant la justice française, c'est sans doute pour ne pas voir évoquées la litanie des complicités françaises...

Avec le Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), par exemple, qui administra le génocide. Si le ministre du GIR Jean de Dieu Kamuhanda a été arrêté à Bourges le 26 novembre 1999, c'est à la demande du Tribunal pénal international d'Arusha. Cette notabilité sera ainsi jugée en Tanzanie, loin de Paris...

On se réjouit quand même de cette nouvelle brèche dans le béton de l'impunité. Un haut responsable rwandais, l'un des rares survivants d'une famille d'au moins 100 personnes, confiait : « *Cette France que l'on aime, celle du pays des droits de l'homme, fait enfin ce qu'elle doit faire concernant les crimes contre l'humanité. Nous en sommes émus presque jusqu'aux larmes* » (*La Croix*, 03/12/1999).

Puisse cette émotion hâter le retour aux sources !

L'ONU plaide coupable

Encore une étape importante. Le 16 décembre, la Commission d'enquête indépendante de l'ONU sur le **Rwanda**, présidée par l'ancien Premier ministre suédois Ingvar Carlsson a rendu public son rapport. Elle pointe la lourde succession d'erreurs des Nations unies à partir de janvier 1994, et l'inaction qui a laissé se commettre le génocide de 800 000 personnes. Avec des mots parfois très durs.

Elle demande que la communauté internationale présente de « *claires excuses* » au Rwanda et recommande au Secrétaire général de préparer un « *plan d'action pour prévenir de futurs génocides* ».

Yugo

Entre réseaux et services secrets (DGSE et DST notamment), les rivalités et divergences se sont avivées en Afrique. Surtout depuis l'effondrement du régime de Mobutu, révélateur d'une énorme panne stratégique. À plusieurs reprises, les uns et les autres se sont envoyés des coups directs ou tordus, par presse interposée. Ce qui nous permet quand même - moyennant décryptage - d'en savoir un peu plus.

Ce fut le cas dans l'affaire des mercenaires serbes et bosno-serbes ameutés au secours de Mobutu¹. Entre la DGSE, la DST, la cellule foccartienne de l'Élysée et quelques "privés" (*Geolink*, *Securance*,...), un tir nourri d'articles dénonciateurs s'est poursuivi de janvier à mars 1997, dans une série de quotidiens et d'hebdomadaires. Ce qui est sûr, c'est qu'a surgi au Zaïre, au premier rang des combattants de la Françafrique, un criminel frimeur et tortionnaire, le « *colonel Dominique* », ou Dominic Yugo - de son vrai nom Jugoslav Petrusic.

Auparavant, ce Franco-Serbe a connu un parcours exemplaire : il a fait la Légion, appartenu au service de protection de François Mitterrand, noué des liens avec la DST et Jean-Charles Marchiani, assisté au massacre de Srebrenica, en Bosnie - tandis que son compère Milorad Pesemic, alias "Misa", commandait une unité de tueurs. Les deux hommes dépendaient du service de renseignement de l'armée bosno-serbe, sous les ordres du général Mladic.

Leur passif est si lourd que Slobodan Milosevic a jugé utile de les arrêter fin novembre à Belgrade, avec trois collègues du même acabit. Au prétexte d'une tentative d'assassinat contre lui, mais bien plutôt pour faire pression sur Paris.

Le ministre yougoslave de l'Information se plaît à souligner que Yugo Petrusic travaille depuis dix ans pour les services secrets français. Il l'accuse d'avoir participé à un massacre en Algérie en 1994...

En 1997 au Zaïre, ce même Dominic Yugo affirmait au journaliste Frédéric Fritscher qu'il serait allé « *pour les Français* » « *au Liban, en Irak, ailleurs en Afrique* ». Rémy Ourdan, dans *Le Monde* (30/11/1999), précise que Yugo bénéficiait d'un passeport français au nom de Jean-Pierre Pironi, pour opérer au Kosovo en juin 1999. Il trouve « *pour le moins étonnant* » le parcours des "espions" arrêtés par Milosevic.

Didier François, dans *Libération* (03/12/1999), mentionne d'autres vrais-faux documents fournis à Petrusic par la DST. Il évoque un troisième "espion", arrêté avec Yugo et Misa : Slobodan Orasanin. « *Il aurait été chargé de fournir du matériel militaire à*

l'équipée africaine [au Zaïre] tout en s'assurant de l'achat, pour la Yougoslavie sous embargo, d'équipements électroniques à une très grande société française avec laquelle "Dominic Yugo" était également en contact ».

Le journaliste ajoute : « *les autorités yougoslaves ont entrouvert les portes d'un bien sombre placard* ». Son éditorialiste, Jacques Amalric, résume le message adressé par Milosevic à Jacques Chirac : « *N'oubliez pas que vous avez eu recours à plusieurs reprises à un de nos plus grands nettoyeurs ethniques, que nous tenons ; n'en faites pas trop en ce qui concerne la chasse aux criminels de guerre* ».

Mais, comme toujours lorsque la Françafrique est en cause, le scandale restera mesuré. La DGSE a été invitée à ne pas pousser trop loin son avantage. En particulier contre Jean-Charles Marchiani, qui n'a cessé de marcher sur les brisées de la "Piscine" depuis qu'il en a été chassé par Pompidou.

Inutile de dire que ce contexte n'incite pas à une extrême fermeté française face au déchaînement russe en Tchétchénie.

Il est sans doute temps de poser certaines questions gênantes. Ainsi faut-il se réjouir de la proposition de loi du député socialiste Pierre Brana, « tendant à créer une commission d'enquête sur le rôle et l'engagement de la France en Bosnie-Herzégovine en 1995 et sur les événements qui ont conduit à la tragédie de Srebrenica ».

Ceux qui douteraient de l'intérêt d'une telle enquête liront avec profit *Nuits serbes et brouillards occidentaux. Introduction à la complicité de génocide*, de Jean-Franklin Narodetzki (voir Lire).

1. Cf. F.X. Verschave, *La Françafrique*, Stock, 1998, p. 256-265.

Services non compris

L'affaire Yugo rend très actuelle la proposition de loi adoptée le 23 novembre par la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, visant à créer une délégation parlementaire pour le renseignement.

Bref, un début de contrôle des **services secrets**. « *Un pan entier de l'activité gouvernementale baigne dans l'obscurité la plus totale* », observe le député UDF Arthur Paecht, rapporteur de la proposition - qui a suscité un tollé chez ses collègues de droite. Ils ont dénoncé le danger, voire l'inefficacité d'une tel contrôle. On devrait s'inquiéter à Washington, Londres ou Berlin, où ce contrôle est passé dans les mœurs !

En tête des indignés, le RPR Yves Fromion - un ancien de la DGSE qui ne dédaigne pas le Front national. Le voilà délégué à l'action militante et aux DOM-TOM dans la nouvelle équipe de la présidente du RPR Michèle Alliot-Marie (*Libération*, 28/11/1999 et 18/12/1999 ; *Le Canard enchaîné*, 01/12/1999). Comme au temps de Foccart, l'Outre-mer sera bien gardé !

FrançAfrica International

Ayant gagné un procès contre le mensuel **Africa International**, la journaliste Élisabeth Le Blay avait été autorisée à publier une insertion dans la presse aux frais de la directrice de publication, Marie-Roger Biloa. Or celle-ci a organisé son insolvabilité, transmettant à ses fils son luxueux appartement et poursuivant son activité éditoriale à l'abri de simples boîtes à lettres.

Condamnée à payer l'insertion au lieu de l'insolvable, Élisabeth Le Blay l'a eu mauvaise. Elle s'est aperçue que l'éditrice fréquentait la Françafrique la moins démunie, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Fille d'un notable du régime Biya, elle n'a pas manqué d'appuis de ce côté-là. Ni du côté d'un ancien ministre ivoirien des Matières premières. Quant au directeur du développement d'*Africa International*, Clément Tchouanté, il se signale surtout par un ardent soutien au maire de Paris Jean Tiberi.

Accessoirement, *Africa International* est l'un des organes francophones les plus prompts à "excuser" les responsables du génocide de 1994 au Rwanda.

Biens publics

Le 26 novembre, la journée de réflexion prospective **Réinventer la solidarité internationale**, organisée par *Survie* à l'invitation de la députée Marie-Hélène Aubert, a réuni plus de 130 participants.

Le sous-titre désignait bien le défi à relever : *De "l'aide" aux "biens publics à l'échelle mondiale"*. Le premier concept est usé et dévalué, le second est inéluctable, mais pas encore opérationnel.

Ce n'est pas à un pays qui y consacre la moitié de son PIB que l'on devrait rappeler la nécessité politique, sociale, et le bienfait économique des biens publics : santé éducation, justice, sécurité, équipements, etc. Un certain nombre de ces biens ne pourront être traités qu'à l'échelle mondiale : la température, l'air, l'eau, de nouvelles régulations internationales.

D'autres biens publics comme la santé et l'éducation devront tôt ou tard être garantis à tout le monde, à moins de déchirer l'article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « *Les hommes naissent libres et égaux en droit* ».

Le droit à de tels biens, et à un minimum de rémunération du travail, a été conquis en Europe par un siècle et demi de luttes sociales. Il est plus stimulant de lutter pour le droit que de solliciter de l'aide.

Reste la question - qui a occupé une bonne partie des débats - de l'émergence et de la coalition des forces sociales qui imposeront le nécessaire changement d'échelle. Vaste programme ! En attendant, on avancera par à-coups, entre cotes mal taillées et transitions boiteuses. Mais le chemin est plus léger quand on sait où l'on va, et que l'on a raison d'y aller¹.

Deux moteurs politiques ont été utilement rappelés, à partir de l'observation du Prix Nobel d'économie Amartya Sen : « *il n'y a jamais eu de famine grave dans aucun pays doté d'une forme démocratique de gouvernement et possédant une presse relativement libre* ». Autrement dit, lorsqu'ils sont exercés conjointement, le droit de s'exprimer et le droit de choisir ses dirigeants sont les plus sûrs garants du droit à la vie. Norbert Zongo l'a si bien compris que le peuple burkinabè ne veut plus en démordre.

1. Les Actes de cette journée sont en préparation. *Billets* vous avisera de leur sortie.

Haut conseil

Par une coïncidence se tenait le soir même la première réunion du Haut conseil de la Coopération. Cette instance de 60 membres est tellement hétéroclite, dans un contexte budgétaire et politique si dépressif, qu'il serait imprudent d'en pronostiquer le succès.

Un symbole : Lionel Jospin a écarté de la présidence une militante de la coopération décentralisée, l'ancienne présidente verte de la région Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, pour installer l'ancien Secrétaire général de l'Élysée Jean-Louis Bianco. Les esprits libres insinués au Haut conseil auront quelque difficulté à émouvoir la raison d'État. Sait-on jamais ?

Bons points

- Dans la foulée de leur fermeté à Seattle, les pays du Sud en ont remis une couche lors de la négociation de la **Convention de Lomé**, avec l'Union européenne. Alors que le ministre Charles Josselin se félicitait d'un quasi accord, doté de 15,2 milliards d'euros sur la période 2000-2007, les 77 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ont repoussé provisoirement le plat, assorti d'un ensemble de conditions qu'ils jugent trop indigeste.

- Le **Niger** et la **Guinée-Bissau** étaient dotés de dictateurs chers à Paris. Pour s'en être débarrassés sans autorisation, ces deux pays ont été privés de Coopération. Politiquement parlant, ils s'en sont si bien portés qu'ils viennent de réussir, l'un après l'autre, deux des scrutins présidentiels les moins contestés d'Afrique.

- La désignation de Nelson Mandela comme facilitateur du processus de paix burundais, par consensus entre les parties, est une lueur d'espoir. Au même moment, en raison de l'intensification de la guerre civile et des regroupements forcés de population, la coordinatrice humanitaire des Nations unies, Kathleen Cravero-Kristofferson, déclarait : « *L'espoir est au plus bas au Burundi, ces jours-ci* ». Les négociations ont repris le 6 décembre.

Fausse notes

- Choix hautement significatif, c'est le **Cameroun** qui devrait accueillir le Sommet franco-africain de l'an 2000 : le pays le plus corrompu de la planète pour le show bisannuel de la Françafrique. Qui n'aura jamais tant mérité son double sens (*La Lettre du Continent*, 09/12/1999).

Dans le même temps, le gouvernement camerounais veut faire voter une loi sur les Organisations non-gouvernementales (ONG) qui les transformerait de fait en "Organisations gouvernementales" : il n'agrèerait que les ONG dont les objectifs seraient estimés "d'intérêt public", et pourrait fermer celles qui ne se cantonneraient pas aux dits objectifs. Celles par exemple qui oseraient le critiquer...

Quant au libraire et écrivain critique Mongo Béti, on lui a coupé le téléphone (à suivre...).

- Se rendant à **Conakry** en juillet, Jacques Chirac faisait semblant de croire qu'il serait rendu justice à Alpha Condé. Rival du général Conté à l'élection présidentielle de décembre 1998, il avait été embastillé pour simplifier le scrutin.

Un an plus tard, il reste détenu sans jugement, sur des accusations inconsistantes. Comme aime à dire Chirac, « les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent ».

- Inaugurée le 15 décembre, la passerelle Solférino ne fait pas que relier le Musée d'Orsay au jardin des Tuileries. Selon *Robin des bois*, les **bois exotiques** rares dont elle abonde la relie aussi « *aux pires pratiques de l'exploitation forestière en Amazonie et en Afrique* ».

L'association a pu vérifier que la protection des essences menacées était contournée par un trafic de faux certificats d'origine. S'agissant des forêts d'Afrique centrale, des enquêtes récentes confirment que les habitants ne sont guère plus respectés que leurs arbres : Français ou autres, les exploitants appliquent la loi de la jungle.

Courrier

En date du 18 novembre, nous avons reçu la lettre suivante du Dr Gilbert Terrades, de l'Hérault, Professeur émérite à l'École d'Anthropologie de Paris :

« *Dans votre numéro de novembre (75), vous mettez en cause la Franc-Maçonnerie - page 5 -, en citant un certain nombre de Frères coupables de malversations. Vous "atténuez" avec les noms d'illustres devanciers, ce qui revient à enfoncer davantage la Franc-Maçonnerie actuelle. Vous insistez sur le culte du secret. Vous semblez ignorer que le premier travail d'un gouvernement dictatorial est de se débarrasser des Francs-Maçons. Le gouvernement fasciste Pétain, en 1940, a supprimé la République en juillet 40, et la Franc-Maçonnerie en août 40 [...]. Sous l'occupation nazie, les Juifs et les Francs-Maçons ont payé un lourd tribut... Et actuellement encore, il ne fait pas bon se "dévoiler" Franc-Maçon. [Suit une expérience personnelle de discrimination professionnelle] [...] Dans votre échantillon évocateur, vous oubliez les victimes maçonniques.*

Dans tout groupe social, quel qu'il soit, se glissent toujours des crapules. Nous en sommes conscients et vidons ces indésirables dès qu'ils sont découverts. En Maçonnerie, tout de même, on trouve moins d'"affairistes" au mètre carré qu'ailleurs.

Il n'est pas bon de généraliser à partir d'une minorité. En tout cas, dans un "Temple" maçonnique, se côtoient des incroyants et des croyants de toutes confessions, avec le respect profond de l'autre. Chaque Frère donne sa pensée sans obstacle, ni interruption. Où pouvez-vous voir cela ? [...] ».

Le rappel des illustres devanciers n'était pas que rhétorique. Nous précisons qu'ils furent les éclaireurs de la République et les artisans de sa législation sociale : ce n'est pas rien. Nous admirons la tradition de liberté et de tolérance portée par la franc-maçonnerie, et ne souhaitons qu'une chose : qu'elle demeure un levain des valeurs républicaines.

Mais il est difficile d'avancer qu'en France, aujourd'hui, l'appartenance à la franc-maçonnerie est un handicap. Ou que toutes les loges sont à la pointe de la prévention contre l'"affairisme" et les autres formes de corruption de la politique. Nous ne sommes pas sûrs, non plus, que le secret soit une protection efficace. Il comporte d'autant plus d'effets pervers qu'il se joint à un recrutement élitiste, ciblant les centres nerveux du pouvoir.

En cela, nous visions tout particulièrement la stratégie de la GLNF (d'ailleurs vivement critiquée en d'autres obédiences). Elle est devenue un pivot de la Françafrique. Sur son site Internet, elle se vante de ce que « *pratiquement toute l'élite du pays et les dirigeants font partie* » de la Grande Loge du Gabon, « *avec plus de 300 Frères lors de la cérémonie de consécration et d'installation* ». Elle se flatte d'avoir recruté le Premier ministre d'Eyadema. Idriss Déby, Denis Sassou Nguesso, Omar Bongo, Blaise Compaoré, etc., sont membres de cette obédience, usant et abusant des frères français pour perpétuer leurs dictatures criminelles ou leurs démocraties prédatrices. On est loin du siècle des Lumières.

(Achévé le 19/12/1999)

ILS ONT DIT

« L'attente de l'opinion [à propos du meurtre du journaliste Norbert Zongo, le 13/12/1998] est légitime. [...] Encore faut-il prendre le temps pour trouver les vrais coupables. On mettra le temps qu'il faudra. » (**Boureïma BADINI**, ministre de la Justice du Burkina. Interview à l'AFP, 09/12/1999).

[La dernière phrase est tout un programme. Rappelons qu'une Commission d'enquête indépendante a achevé son travail début mai, livrant les noms des 6 principaux suspects, et qu'aucun n'a été depuis interrogé par le juge d'instruction. Parmi eux, le frère du président Compaoré, et des éléments de sa garde rapprochée...].

À FLEUR DE PRESSE

Libération, *Le cyclone Elf se rapproche de Pasqua*, 15/12/1999 (Karl LASKE) : « Daniel Leandri, ancien brigadier de police devenu l'un des plus proches conseillers de Charles Pasqua, a été placé en garde à vue lundi [13/12/1999], ainsi que son fils Marc

Leandri. Ils ont été [...] mis en examen [...] pour "recel d'abus de biens sociaux" [...]. Avec sa rémunération mensuelle de 83 300 F, Daniel Leandri était l'un des plus gros salaires fictifs d'Elf-Aquitaine International (EAI), tandis que son fils Marc recevait 25 000 F mensuels. [...]

François Antona, un ami de Pasqua et de Leandri, engagé par Elf en 1990, [...] commissaire de police en détachement, [...] ne percevait que 15 000 F mensuels, [...] jusqu'en 1993. Il avait [alors] rejoint le cabinet du ministre de l'Intérieur [...]. Bernadette Riou de Kerprigent, ex-épouse du député européen (RPF) William Abitbol [principal collaborateur de Pasqua] a reçu un salaire de 30 000 F mensuels d'EAI. Elle est déléguée générale de Solidarité 92, installée au Conseil général des Hauts-de-Seine. [...] Une autre épouse du clan a reçu un salaire de 20 000 F mensuels en Suisse : [...] Laurence Perrier, la femme de Jean-Marie de Morant, un autre conseiller de Charles Pasqua. [...]

Les juges Joly et Vichnievsky sont désormais fondées à poser quelques questions au président du Conseil général des Hauts-de-Seine, concernant la prise en charge de ses collaborateurs et amis par le groupe pétrolier. Elles pourraient bientôt y ajouter d'autres interrogations sur le mystérieux partenariat mis en place [...] entre la SEM 92 [Société d'économie mixte du département 92] et Elf-Aquitaine ».

[Daniel Leandri a tenté de se justifier devant les juges en précisant qu'il avait été embauché par Alfred Sirven pour « étendre le relationnel d'Elf en Afrique » (Le Canard enchaîné, 15/12/1999)].

Notes d'information du Réseau Voltaire, *Le nouveau visage du Figaro*, 01/12/1999 : « Le gestionnaire américain de portefeuilles Carlyle Group a acquis une participation dans le capital du quotidien *Le Figaro*. Officiellement, celle-ci se limiterait à 2,9 %, mais le ministère des Finances a autorisé qu'elle monte jusqu'à 20 %, et l'investisseur souhaiterait contourner la réglementation [...] et atteindre 49 %. [...]

Carlyle Group est qualifié par la presse américaine de "banque de la CIA" tant il paraît lié au complexe militaro-industriel washingtonien. Il est présidé par Franck Carlucci (ancien secrétaire à la Défense) et comprend parmi ses administrateurs George Bush (ancien directeur de la CIA et ancien président des États-Unis). Le PDG de la Socpress (dite "groupe Hersant"), Me Yves de Chaisemartin, a préféré vendre à Carlyle Group [...]. Ce choix semble lié à la volonté de George Bush de soutenir, au moyen d'un grand média, la montée en puissance de Charles Pasqua. [...]

L'évolution du capital du *Figaro* correspond à la nomination d'un nouveau directeur du service politique, Patrick Buisson. Il entre au début des années quatre-vingt à *Minute* [...] [dont il devient] directeur de la rédaction. [...] Il a publié *L'Album Le Pen*, une hagiographie sans nuances [...]. [Il] quitte *Minute* pour créer *Le Choc du mois* avec le milicien [de Vichy] François Brigneau, publie *OAS, Histoire de la résistance française en Algérie*, [...] se rapproche de [...] Charles Pasqua, et entre à *Valeurs actuelles*. [...] Il publie une [autre] hagiographie [...], *Philippe de Villiers ou la politique autrement*, [puis] devient le représentant de Jimmy Goldsmith en France ».

[Patrick Buisson a fait partie du Comité de soutien de Police et sécurité, le bulletin du syndicat de police d'extrême-droite FPIP. Le rédacteur en chef de ce bulletin, Serge Lecanu, était l'un des leaders d'une formation nazifiante, le PNFE. Avec ses comparses, il se préparait en 1989 à créer des "sections spéciales" (SS) à l'intérieur de la police nationale, tandis que le PNFE commettait des attentats contre les foyers d'immigrés. Instruite par le juge azuréen Jean-Pierre Murciano, cette affaire est à la source des incessantes manœuvres de déstabilisation de ce magistrat.

La stratégie du RPF de Charles Pasqua est : pas d'ennemi à droite. Son idéologie est un nationalisme américanophobe. Sponsorisé par la "banque de la CIA" ? Ni la CIA, ni Pasqua, ne sont à un paradoxe près].

LIRE

Global Witness, *The Role of the Oil and Banking Industries in Angola's Civil War and the Plunder of State Assets* (Le rôle du pétrole et de la banque dans la guerre civile angolaise et le pillage des biens publics), 12/1999. <http://www.oneworld.org/globalwitness/>

Dans notre n° 75 (11/1999), nous évoquons les inquiétudes de l'Élysée à propos des liens, en Angola, entre les réseaux francophones et la mafia militaro-financière russe. Un duo d'hommes d'affaires, Pierre Falcone et Arcadi Gaïdamak, ont transformé les milliards du pétrole angolais en armements issus de l'ex-bloc soviétique, selon des méthodes et des circuits pas vraiment orthodoxes. D'Angola comme de Russie sont extorquées des sommes colossales. Elles se croisent fatalement, et se blanchissent éventuellement, dans les paradis fiscaux. De même, les compagnies pétrolières françaises et anglo-saxonnes se trouvent associées à des marchands d'armes. Pendant que la "pétrolgarchie" de Luanda partage les redevances de l'or noir entre coffres personnels et surenchère militaire, le peuple angolais reste l'un des plus martyrisés de la planète.

Le rapport de *Global Witness* éclaire le dessous des cartes. On voit le rôle majeur d'Elf, bien sûr, mais aussi de la banque Paribas, associée à la firme suisse Glencore, de Mark Rich. Un personnage : il assura à lui seul la moitié des fournitures pétrolières du régime sud-africain d'apartheid, placé sous embargo. Quelqu'un, autrement dit, que n'embarrasse pas trop la légalité internationale. Pierre Maille, le Monsieur Angola de Paribas, est passé chez Glencore. La BNP a absorbé Paribas. Que pense-t-elle du sort des enfants angolais ? Qu'en pense-t-on dans les état-majors du Crédit Lyonnais, du Crédit agricole Indosuez, de la Société générale, ou de Natexis, qui alimentent aussi la machine de guerre ?

Jean-Franklin Narodetzki, *Nuits serbes et brouillards occidentaux. Introduction à la complicité de génocide*, L'Esprit frappeur, 1999, 206 p., 20 F. Un livre à vif, exceptionnellement tonique et documenté, sur les complicités occidentales avec le projet de purification ethnique des Milosevic, Karadzic et Mladic. Et sur la désinformation environnante. Londres et Paris ont joué à fond la carte de la Grande Serbie. Elles se sont ingénies de concert à embourber l'ONU. Les Casques bleus sont allés jusqu'à user d'un "camp de viol", le Kontiki, ouvert par les troupes de Mladic dans la banlieue de Sarajevo. Lorsque les assiégés tentaient de sortir de nuit de la capitale bosniaque, les "soldats de la paix" braquaient sur eux la lumière de leurs phares, aidant les snipers serbes à les abattre. Ils publiaient quotidiennement les positions militaires de la résistance. De leur côté, les firmes US en affaires avec Milosevic poussaient Washington à soutenir ce jeu cynique, ce qui provoqua une série de démissions au Département d'État. Un torrent de duplicité a balayé des centaines de milliers de vies. Il est plus qu'utile de savoir qui a ouvert les vannes, et comment ça se passe. Avant de probables récidives.